

## Le capitalisme au regard de l'Autre

*Jacques Sapir*

Le regard sur l'autre est toujours un regard sur soi-même. Si l'on définit le « socialisme » comme une rupture radicale avec le capitalisme, tout discours sur le « socialisme » devient un discours sur le capitalisme. Cette réflexivité explique que le fameux débat sur la « nature de l'URSS » ait été moins stérile qu'on ne pourrait le croire (Sapir, 1997). Ceci n'épuise pas la comparaison. Les travaux empiriques sur l'URSS ont conduit à des interrogations sur des institutions comme les droits de propriété, la monnaie, les règles de garantie des transactions. Ces interrogations sont, on le soutient, directement opératoires pour alimenter le débat sur la nature du capitalisme.

Seule une approche institutionnaliste est ici crédible. Par définition une approche néoclassique ne saurait même percevoir l'objet de l'enquête, la question des institutions, des systèmes de règles et de modes de représentations. Mais l'institutionnalisme n'est pas seulement un point de vue sur les économies concrètes (les institutions sont importantes...), il est aussi un programme méthodologique. Il se définit, au minimum, par le refus de l'axiomatisme et de l'instrumentalisme (O'Driscoll et Rizzo, 1985). Ce point est essentiel même s'il fait débat parmi les institutionnalistes, et indique un niveau entièrement occulté de l'apport de la recherche sur le système soviétique pour comprendre le capitalisme, la redéfinition d'une méthodologie non-idéaliste en économie. Cette méthodologie pourrait être définie par le triptyque *réalisme procédural, cohérence, testabilité limitée* (Sapir, 1998). Elle s'oppose tout à la fois aux fruits du positivisme logique et au relativisme méthodologique, dont on pressent qu'il est appelé à se développer dans les années à venir (Mäki, 1988a, 1988b, 1989 ; Lawson, 1989). Une telle méthodologie permet alors de renouer de manière rigoureuse les fils de la pensée subjectiviste en économie (intégrant

aussi bien Hayek que Keynes), de développer une analyse de l'interaction entre les processus de décision au niveau individuel et les systèmes locaux d'institutions et de règles, dans un cadre qui refuse les impasses de l'individualisme méthodologique. Voilà pourquoi l'approche comparative est, en économie comme dans les autres sciences sociales, un instrument tout aussi légitime, et peut-être même plus, que les démarches axiomatiques (Lloyd, 1986 ; Diesing, 1972 ; Kaplan, 1964)

#### LE CAPITALISME INTROUVABLE ET RETROUVÉ

L'un des premiers acquis d'une analyse critique de l'URSS a été de provoquer une interrogation sur ce qu'est le capitalisme lui-même. Il y a, à cet égard, une longue littérature portant sur la « nature de l'URSS », qui est en réalité une littérature traitant, en creux et parfois à l'insu même des auteurs, de la nature du capitalisme (Ciliga, 1977 ; Cliff, 1974 ; Craipeau, 1982 ; Fabrègues, 1977 ; Dallemagne 1972).

Méthodologiquement, trois postures sont possibles. La plus simple consiste à dire que le capitalisme n'est autre qu'une économie dont personne n'a jamais douté qu'elle le soit, et de considérer alors comme non-capitaliste toute économie qui ne reproduit pas directement les formes observées initialement. La seconde, plus raisonnable théoriquement, consiste à rechercher dans un groupe d'économies capitalistes des formes récurrentes, que l'on va qualifier d'idéales-types ou de faits stylisés. Une fois reconstruit un tel faisceau, il fournit alors un critère d'évaluation de ce qui est capitaliste par rapport à ce qui ne l'est pas. Une troisième méthode consiste, elle, à tenter de dégager les rapports sociaux fondamentaux du capitalisme, non point tant dans une perspective statique que dans une perspective dynamique.

#### **Les possibles postures méthodologiques**

Le choix de remonter ou non en niveau d'abstraction traduit un arbitrage entre une volonté de comprendre un mode de production opposée à une volonté de comprendre les dynamiques immédiates de systèmes particuliers. Tant que l'on est conscient des contraintes d'un tel arbitrage, il y a peu à choisir entre chaque posture. Ce qui, par contre n'est pas admissible, car profondément incohérent, est prétendre à une intelligibilité directe du système particulier par le biais d'un concept général, ou inversement prétendre que le particulier dévoile le général. On est ainsi libre de choisir les niveaux d'abstraction auxquels on entend se placer, mais pas de les mélanger indûment (Chavance, 1984).

*La démarche empirico-descriptive*

Très clairement l'économie soviétique a été différente des économies française, britannique, américaine, allemande ou japonaise. Mais ces dernières sont aussi très différentes entre elles, et elles le sont aussi dans le temps. Un simple regard rétrospectif sur un siècle et demi d'économie capitaliste, montre que ces dernières ont tout aussi bien pu fonctionner avec des taux de chômage élevés que très faibles, avec des croissances limitées ou fortes, avec des prix dont le degré de contrôle a varié, avec un rapport entre les secteurs d'activité (primaire, secondaire, tertiaire) qui s'est radicalement transformé. Inversement, d'ailleurs, on pourrait trouver des phénomènes analogues pour les économies de type soviétique. Pour ce qui est de l'URSS l'existence du chômage a varié entre les années vingt et trente, les formes de gestion de la monnaie, la croissance et la structure de l'appareil productif ont aussi fortement changé (Sapir, 1997b, 1989). Si on compare maintenant l'URSS aux économies de l'Europe centrale et orientale entre 1948 et 1990, on trouvera de nouvelles différences substantielles, qui se répètent au sein même de ces économies. Ces différences seront encore plus grandes si on considère les soviétismes non-européens, qu'il s'agisse de Cuba, de la Chine, du Vietnam ou de la Corée du Nord. La première posture n'est pas dépourvue d'intérêt pour comprendre ce qui se passe à un moment donné dans une économie donnée. Elle ne peut rien nous apprendre sur les systèmes, et donc ne peut nous servir à les comparer.

*L'identification de formes intermédiaires types*

Dans la seconde posture, quatre formes sont généralement utilisées pour constituer le faisceau définissant le capitalisme, il s'agit des prix, du chômage, de la monnaie et de la propriété privée.

On invoque souvent le statut de norme des prix dans le système soviétique pour lui conférer une nature spécifique (Roland, 1992 ; Bensimon, 1996). On considère alors que les prix capitalistes sont (a) des prix « libres » c'est à dire traduisant une confrontation atomistique des agents, et (b) des vecteurs d'informations complets et suffisants pour guider les décisions des agents microéconomiques. Cette vision est déjà fautive pour ce qui concerne les économies capitalistes<sup>1</sup>. Inversement, on tend à faire croire que les prix réels soviétiques seraient la traduction directe du bon vouloir du planificateur. Ceci est tout aussi erroné. Factuellement, on avait une immense quantité de prix

---

1. Voir les travaux appartenant au courant que l'on appelle l'économie de l'information ou des incitations : Green, 1977 ; Jordan, Radner, 1982 ; Grossman, Stiglitz, 1976 ; Salop, 1976. Ce courant en tire d'ailleurs d'intéressantes conclusions quant au « socialisme soviétique » (Stiglitz, 1994).

déterminés directement ou indirectement par les producteurs (Sapir, 1990 ; Freinkman, 1992). La formation du prix comme rapport de force entre agents est ici indubitable. Le problème est que Weber a développé la même idée quant à l'économie capitaliste elle-même :

« Les prix monétaires résultent de compromis et de conflits d'intérêt ; en ceci ils découlent de la distribution du pouvoir. La monnaie n'est pas un simple « droit sur des biens non spécifiés » qui pourrait être utilisé à loisir sans conséquence fondamentale sur les caractéristiques du système des prix perçu comme une lutte entre les hommes. La monnaie est avant tout une arme dans cette lutte ; elle n'est un instrument de calcul que dans la mesure où l'on prend en compte les opportunités de succès dans cette lutte. » (Weber, 1948, p. 108)

Par ailleurs, il est évident que le prix n'est qu'une fraction de l'information nécessaire pour prendre les décisions, ce qui est aussi le problème des économies capitalistes comme le montre la théorie autrichienne. Il faut signaler ici la convergence entre les thèses de Hayek et celle de son opposant Otto Neurath dans le débat sur la planification, pour considérer l'impossibilité de rendre compte de la totalité de l'environnement d'une décision à travers les prix, convergence qui les conduits à réfuter l'idée que la décision économique soit un acte automatique d'optimisation (O'Neill, 1996). Si, d'autre part, on considère comme norme une convention établie préalablement à l'échange et sur laquelle les acteurs se baseraient pour guider leurs décisions, alors dans ce sens les prix soviétiques étaient bien des normes, mais les prix dans nos économies le sont aussi<sup>2</sup>.

L'argument d'une passivité de la monnaie dans le système soviétique, souvent avancé, repose sur deux propositions : (a) on ne peut acheter des biens de capital avec de la monnaie hors du plan, et (b) il y a séparation entre le circuit de la monnaie d'État, le rouble scriptural, et la monnaie utilisée par les ménages, le rouble fiduciaire. La première proposition tombe quand on examine comment les directeurs des entreprises ont pu accroître au-delà de ce qui était initialement autorisé le capital fixe et circulant dépendant de leur autorité (Berliner, 1952). L'observation montre la multiplication de stratégies locales pour obtenir ce financement : hausses illicites des prix<sup>3</sup>, retards de paiement, développement d'un crédit interentreprises illégal (Sapir, 1989), enfin transformation de lignes bancaires à très faible liquidité en lignes à liquidité forte. La seconde proposition se heurte à l'évidence : pour pouvoir embaucher plus d'ouvriers que prévu par le plan, accroître les salaires plus que ce à quoi ils étaient autorisés (Kirsch, 1972 ; Sapir, 1984, 1989 ; Oxenstierna, 1990), les directeurs devaient transformer de la monnaie scripturale en monnaie fiduciaire.

---

2. Cette vision des prix comme convention est centrale chez Keynes (Keynes, 1973, chapitre 6). Une magistrale explication en est donnée dans Shackle, 1983.

3. Voir, au sein d'une littérature importante, Krasovskiy, Kvasha, 1964 ; Krasovskiy, 1967 ; Pal'terovich, 1971 ; Komin, 1976 ; Kondrasov, 1981. Voir aussi Sapir, 1990.

Les désordres dans la sphère de la production d'État poussaient aussi les directeurs à développer des productions parallèles pour réduire leur dépendance vis-à-vis des approvisionnements planifiés (Sapir, 1990 ; Freinkman, 1992). Elles nécessitaient un surcroît de capital, fixe et circulant, qui était en bonne partie obtenu sur des marchés libres (légaux ou non) contre de la monnaie fiduciaire. Ainsi, avait-on une forme d'activité de la monnaie et un lien net et identifiable entre secteurs réels et monétaires<sup>4</sup>.

L'absence de chômage en URSS à partir de 1930, est aussi invoquée. Elle ne signifie cependant pas la disparition d'un marché du travail, mais simplement une situation où la demande excède l'offre. Au-delà de la mesure quantitative, l'argument repose sur la forme stylisée suivante : le chômage, faible ou important, traduit la combinaison d'une liberté (le travailleur potentiel n'est pas assigné d'emblée à un travail) et d'une nécessité (il ne peut subvenir à ses besoins sans se faire employer). En fait, il est connu depuis fort longtemps que le système de répartition autoritaire du travail en URSS, l'ORGNABOR, n'a jamais fonctionné autrement que pour des fractions marginales de la main d'œuvre (Antosenkov et Kuprianov, 1977 ; Baktaev et Markov, 1979 ; Bienstock, Schwarz et Yugow, 1939 ; Blichman, 1977 ; Fearn, 1965). La mobilité des salariés a toujours été forte, et a été guidée par les différences entre les rémunérations, directes et indirectes, d'une entreprise à l'autre (Sonin, 1959 ; Schwarz, 1956) traduisant bien le couple liberté/nécessité que l'on a évoqué. L'excès de demande sur l'offre renvoyant ici au surinvestissement d'une part<sup>5</sup>, mais aussi d'autre part aux conditions de fonctionnement de l'entreprise soviétique faisant de la substitution du travail au capital un choix économiquement rationnel (Sapir, 1997b).

Par opposition au capitalisme, caractérisé alors comme système de propriété individuelle, la propriété publique en URSS était censée signifier un propriétaire, au sens du décideur, unique. Les études sur les entreprises soviétiques ont montré depuis longtemps qu'il n'en était rien, et que le pouvoir de décision, au sens du « *jus utendi et abutendi* » était bien décentralisé. Au-delà, cette vision de la propriété trahit une confusion importante. Ce que l'on achète dans une transaction n'est pas seulement un bien mais le droit de s'en servir et de l'aliéner à nouveau. Ce droit doit être limité en raison des effets collatéraux de l'utilisation du bien sur autrui. Parce que l'usage d'un droit de contrôle par un agent peut engendrer une désutilité pour un autre, les droits de contrôle individuels sont toujours soumis à des droits supérieurs, à travers l'existence de règles, comme l'indique Hayek : « ...là où notre conduite va

---

4. On trouvera une analyse plus détaillée de ces interactions dans Aglietta et Sapir, 1995.

5. Sur le rôle de la pénurie quant aux décisions d'investissement, voir Bauer, 1978 ; Winiecki, 1984. L'interaction entre la pénurie sur le marché des biens de consommation, l'offre de travail, et le marché des biens d'investissement est traitée dans Podkaminer, 1985. Sur ce point, voir aussi Sapir, 1989.

directement affecter non nous-mêmes mais autrui et où notre premier souci... est d'ajuster nos actions aux actions et anticipations des autres » (Hayek, 1960, p. 66).

Il en découle que le prix du bien intègre donc et le contrôle et sa limitation (Dugger, 1992 et 1993), et ne peut se résumer à la rareté. L'institutionnalisation des droits de contrôle fonde, au sens juridique du terme, les droits de propriété. Si cette institutionnalisation facilite la transaction, elle n'est cependant pas nécessaire. Des droits de contrôle non institutionnalisés, mais reconnus par plus d'un agent, ouvrent une possibilité d'échange. On est au cœur de ce que ne voit pas la théorie sous-jacente de la propriété utilisée pour construire l'URSS comme réalité non capitaliste. La distinction entre les systèmes doit être opérée non en fonction du degré plus ou moins individuel du droit de propriété, mais en partant de la nature et des formes de son institutionnalisation, et du procès historique de cette dernière. Le droit de contrôle est à la fois individuel et collectif. La propriété ne se conçoit donc pas dans une opposition entre propriété collective et individuelle mais dans la nécessaire interaction et complémentarité de droits de contrôle à la fois individualisés et soumis à une validation collective. La construction d'une opposition radicale entre propriété individuelle et collective impliquerait que l'on puisse penser un acteur individuel entièrement et parfaitement indépendant du contexte dans lequel il serait appelé à se mouvoir.

Les formes idéales-types qu'utilise cette seconde posture définissent plus des sous-groupes que le capitalisme lui-même ; elles incorporent par ailleurs des apories idéologiques importantes. Si cette seconde posture permet de fonder des différences analytiques et non plus descriptives comme la première, il convient de voir que l'on compare ici des sous-groupes au sein d'un groupe de systèmes, voire des états historiques donnés au sein de sous-groupes.

#### *Le capitalisme comme système de séparations*

En remontant un niveau supplémentaire d'abstraction, le capitalisme peut être compris comme une réponse à la division sociale du travail. Celle-ci induit l'émergence d'acteurs séparés mais impliqués dans des projets communs, qui sont dans le capitalisme gérés à travers la transaction marchande et non par le commandement ou la contrainte sur corps. Ceci qualifie l'économie capitaliste comme l'une des manifestations de l'économie décentralisée. Ce mode de coordination laisse ouvert en permanence de nouveaux champs à la division du travail, qui peut alors s'approfondir et fait émerger la distinction entre des visions du monde *ex-ante* et *ex-post* chez les acteurs<sup>6</sup>. La coordination

---

6. L'importance de cette distinction en économie a été soulignée par Shackle, 1969, 1972. Cette distinction a été évoquée pour la première fois par Myrdal, 1931, 1939. La distinction entre

marchande induit alors deux tensions. Tout d'abord celle entre la communauté du projet et la diversité des vécus et des représentations, alimentée par le fait que nul ne peut avoir une vision parfaite de la totalité des conséquences intentionnelles et non intentionnelles de la chaîne d'actions dont il est partie prenante. Ensuite celle entre les visions *ex ante*, qui sont des paris, et les vérifications *ex-post* qui valident ou invalident ces paris. Ces deux tensions peuvent se concrétiser dans deux comportements que la coordination marchande rend possible mais qui l'invalident, la possibilité de la défection de l'individu face au projet commun ou à ses conséquences, et la possibilité de ruptures de systèmes de représentation qui rendent aléatoire la poursuite même de la participation au système. *La défection et l'anomie, négations même d'un principe de coordination, sont inscrites d'emblée dans le système comme débouchés potentiels au comportement des acteurs.*

Mais le capitalisme est aussi un mode de subordination spécifique à travers le salariat, dépassement qualitatif du travail à gages que l'on connaît depuis des temps très anciens. Dans le salariat, la séparation entre le travailleur et les moyens de production n'est pas médiée par une relation interpersonnelle qui fait de l'employé un proche de l'employeur. Cette séparation est au contraire régie par des règles générales (au moins au niveau de l'organisation-entreprise) et impersonnelles, qui tendent en permanence à une normalisation des comportements et manifestent justement cette séparation entre un être humain et des moyens matériels sous la forme de la domination de la personne par les choses, figure inverse de la fétichisation de ces dits moyens matériels. « *Mes gages* » crie Leporello à Don Juan que le Commandeur emporte aux Enfers ; « *nos emplois* » écrivent sur leurs banderoles les salariés menacés de licenciement.

Le capitalisme, comme l'avait indiqué Charles Bettelheim (1970), résulte de la combinaison de ces deux séparations, représentées à travers la relation marchande et la relation salariale, comme forme dominante ne serait-ce qu'indirectement, dans une économie donnée. Il n'est ainsi nul besoin de postuler que tous les échanges, voire leur majorité, appartiennent à l'échange marchand, ni que le salariat est majoritairement dominant. Il suffit que les conditions de production et de consommation soient influencées par les processus et les résultats de la validation marchande, que les relations entre les individus passent sous l'influence du salariat, pour que le capitalisme soit constitué. Les capitalismes concrets peuvent fort bien connaître la petite production d'auto-consommation, le travail à gages et d'autres formes de subordination et de coordination.

Cette définition du capitalisme pose d'emblée la centralisation d'activités économiques décentralisées comme problème à résoudre, au lieu de partir du

---

le *ex-ante* et le *ex-post* est discutée par Shackle, dans le chapitre qu'il consacre à Myrdal (Shackle, 1967).

postulat que cette centralisation a été effectuée *ex ante*. Ce qui permet de penser l'histoire de la constitution des formes institutionnelles. Cette vision du capitalisme, tout comme le programme de recherches qu'elle propose, est celle de l'école de la Régulation (Aglietta, 1976 ; Boyer et Mistral, 1978 ; Lipietz, 1979).

### **Conséquences analytiques des postures méthodologiques**

Ces postures déterminent notre compréhension du processus de développement de l'économie capitaliste dans son ensemble. Admettons que l'on considère que les États-Unis soient l'étalon d'une vision descriptive, alors non seulement très peu d'économies peuvent être considérées comme capitalistes mais encore le développement du capitalisme peut être assimilé à l'extension de la domination américaine sur le monde entier, à sa capacité à imposer ses normes et ses représentations à l'ensemble des autres pays. En un sens, ceci est bien la représentation du monde de certains économistes, dont on comprend alors l'agacement vis-à-vis des spécificités nationales et autres exceptions culturelles. Mais est-il encore question d'économie ou tout simplement de représentations politiques ? Une telle posture, peut-elle être autre chose qu'une apologie ou son contraire, une dénonciation ? On peut alors s'interroger sur la valeur heuristique d'une telle démarche, qui semble devoir être très limitée.

### **Le capitalisme est-il un système à construire ?**

La deuxième des postures présentées construit un concept de capitalisme opératoire mais d'une faible généralité. Elle impose alors de penser les économies capitalistes comme un phénomène à la fois récent, y compris en Europe, et encore très limité à l'échelle mondiale. Paradoxalement, le capitalisme apparaîtrait tout autant comme système à construire que comme réalité existante. Il serait alors logique de penser une « construction du capitalisme » au même sens que l'on a pu parler de « construction du socialisme ». Une telle position pose quelques difficultés. En particulier, les conditions de passage d'une économie non-capitaliste à une économie capitaliste restent largement indéterminées. Un exemple en est donné par le cas historique des économies de guerre, que ce soit pendant le premier ou le second conflit mondial, le « prototype » de l'économie de guerre allemande de 1914-1918 présentant d'ailleurs des parentés étonnantes avec l'économie soviétique (Feldman, 1966). Si on applique les formes idéales-types définies, ces économies ne sont plus capitalistes, quitte à le redevenir avec la démobilisation. Il y a là un premier inconvénient, celui de ne pas permettre une interaction entre l'analyse économique et l'analyse historique. Un second, consisterait à homogénéiser implicitement tout ce qui n'est pas considéré comme capitaliste.



La troisième posture a, quant à elle, deux conséquences. D'une part elle permet de constituer un concept de l'économie capitaliste qui intègre divers sous-groupes, soit historiquement définis, soit régionalement définis. L'économie soviétique peut alors être pensée comme une forme d'économie capitaliste<sup>7</sup>. D'autre part, elle permet de penser les contradictions de l'économie capitaliste et en particulier celles qui découlent de son mode même de développement historique.

#### *Les trois contradictions du capitalisme*

L'économie capitaliste est un système collectif globalisant, mais dont le principe moteur doit être l'intérêt individuel, pour des raisons de cohérence interne et non de nature des individus ; le capitalisme construit un « homo capitalisticus ». Plus les chaînes de division sociale du travail s'approfondissent et se complexifient et plus le nombre d'acteurs impliqués et leur degré d'implication vont croissant. En même temps, moins ces acteurs ont une vision globale et commune de leur sort et plus la représentation qu'ils peuvent avoir de leurs intérêts peut diverger du résultat final obtenu. Cette contradiction est le cœur même de l'économie décentralisée. L'impact des effets non-intentionnels va concerner un nombre potentiellement croissant d'individus et ce sur des aspects potentiellement de plus en plus importants de leur vie et de leur activité. L'économie capitaliste fonde l'extension d'un principe de densité économique que l'on peut exprimer de la manière suivante :

*Sera considéré comme dense tout système d'acteurs où la décision de l'un peut avoir une répercussion non prévue et non intentionnelle sur au moins un autre acteur.*

Parce que l'effet de la densité peut être imprévu, dans son ampleur comme dans le nombre d'individus concernés, il ne peut donner lieu à un prix. La règle du marché est donc impuissante à le gérer. Il faut alors une décision qui soit collective et non individuelle, politique et non économique. Pour qu'une telle décision collective soit possible, il faut construire un espace de relations et de liens qui ne peuvent se résumer à l'intérêt individuel et à la relation contractuelle. *Il faut des visions collectivement partagées alors même que le capitalisme pousse les individus à l'individualisme. Telle est la première contradiction.*

L'économie capitaliste est aussi fondamentalement un système a-national ; et pourtant elle ne peut s'exprimer qu'à travers des trajectoires capitalistes nationales. Les transactions marchandes ne peuvent se développer que s'il existe un système préexistant d'institutions, qui détermine les formes prises par les droits de propriété et leurs modes de vérification. Les institutions sont

---

7. Pour une discussion de ce point, Sapir (1990 b, 1997).

historiquement logiquement et théoriquement antérieures au marché. Pour que le marché, puisse produire de lui-même, spontanément, les règles dont il a besoin il faudrait vérifier que les comportements des agents soient fondées sur des préférences (ou des structures de préférences) indépendantes du contexte, transitives et monotones, hypothèses invalidées dans des tests répétés (Tversky, 1996 ; McNeil, Pauker, Sox et Tversky, 1982 ; Tversky et Kahneman, 1986, 1991 ; Lichtenstein et Slovic, 1971, 1973). L'antériorité fondamentale des institutions suggère alors l'importance des cultures nationales, avec leur individualité propre en ce qui concerne le concept du droit et ses modalités d'application, le rôle de la décision collective, la place et la forme que prennent les administrations publiques. La compétition entre les pays valide l'existence d'une forme cohérente de combinaison entre cette dernière et la culture nationale, et de la possibilité historique que chaque pays a eue (ou n'a pas eue, dans le cas des pays colonisés ou dominés) de développer une telle combinaison. *Alors même que l'extension de l'économie capitaliste devrait conduire au dépassement des nations cette extension passe par un conflit entre les nations et un approfondissement de la territorialisation des relations économique capitalistes* (Bagnasco, 1977 ; Becattini, 1987 ; Courlet et Judet, 1986 ; Benko et Lipietz, 1992 ; Scott, 1988). La conquête de positions dominantes permet alors à une économie nationale de dégager des revenus supplémentaires (des rentes) qui renforcent la cohérence de sa combinaison nationale ; en conséquence le pays dominant utilisera toujours l'argument du libre échange pour tenter de garantir sa position. Ceci, en retour, pousse les autres pays à tenter de limiter les effets de la concurrence capitaliste dont ils sont les victimes. Ce processus les conduit aussi à rechercher et approfondir les compromis et combinaisons nationales. *L'extension d'un système unificateur procède ainsi de la désunion et de la segmentation. Telle est la seconde contradiction.*

L'économie capitaliste est enfin un principe homogénéisant. Elle doit établir des équivalences entre tout et tous pour pouvoir élargir la sphère de la coordination marchande. En même temps, l'extension de la division du travail accroît l'hétérogénéité, que ce soit du côté de l'offre ou de celui de la demande<sup>8</sup>. Les conventions d'homogénéisation propres aux équivalences de marché, qui assurent que l'on puisse comparer une qualité et un prix, comparer entre des usages différents du même bien et des usages similaires de biens dissemblables, deviennent à la fois de plus en plus nécessaires et de plus en plus problématiques en raison même de leur extension. La réalité menace en permanence de faire retour sur le monde enchanté du tout comparable marchand. Mais ce retour est aussi pour partie une illusion. La rupture des conventions d'équivalence, parce qu'elle provoquerait la rupture de chaînes

---

8. Voir, dans le cas de la France, Salais et Storper, 1993. La théorie autrichienne peut alors en arriver au concept de la société-kaléidoscope (Lachman, 1986, 1976).

d'échange, dévaloriserait des ensembles de biens et services et de chaînes les produisant et les consommant, ce qui transformerait à son tour le monde réel. *La réalité de l'économie capitaliste tient dans sa capacité à nier la réalité, à prétendre homogène ce qui ne l'est pas. Telle est la troisième contradiction.*

Le débat sur la « nature » des économies de type soviétique a fait émerger les notions d'institutions, de conventions, comme les éléments essentiels qui permettent de passer du général au particulier des systèmes économiques. Or, pour la compréhension du rôle de ces notions dans les économies capitalistes, la comparaison avec l'URSS s'avère enrichissante.

#### INSTITUTIONS, RÈGLES ET CONVENTIONS AU MIROIR DE L'ÉCONOMIE DE TYPE SOVIÉTIQUE.

Les institutions donnent lieu à des interprétations différentes. Pour Veblen, une institution est un usage généralisé à travers une coutume ou un accord (Veblen, 1924, p. 101), quand Commons y voit les produits d'actions collectives visant à contrôler les actions individuelles (Commons, 1934). North propose quant à lui une définition assez proche (North, 1993, p. 245). Vanberg, un auteur qui a contribué avec Buchanan à fonder la Constitutional Political Economy, offre une définition qui insiste sur les règles (Vanberg, 1994, p. 235). En France, Favereau, insiste sur la double référence à la rationalité limitée *et* à la rationalité instrumentale (Favereau, 1993, pp. 1-3). Si la rationalité limitée est un concept parfaitement compatible avec la définition que l'on a proposée du capitalisme, et les travaux de psychologie expérimentale qui ont été cités (Conlisk, 1996), il n'en va cependant pas de même pour la rationalité instrumentale. Cette dernière implique la monotonie et l'intégration temporelle des préférences (Thévenot, 1986). Or, ces hypothèses sur les préférences sont invalidées (Varey et Kahneman, 1992). Par ailleurs, si l'école des Conventions s'est ouvertement réclamée de l'individualisme méthodologique, ceci n'a pas été général. Livet et Thévenot sont explicites dans une définition de la rationalité qualifiée d'interprétative, en nette rupture avec les définitions standards, et intégrant une large dose de collectif dans la détermination des choix individuels (Livet, Thévenot, 1994). Se réclamer des institutions n'est donc pas nécessairement discriminant.

#### **Quelques leçons des institutions de l'économie de type soviétique « classique »**

La notion de *contrainte de budget lâche*, introduite par Kornai, peut passer pour l'exemple même d'une institution spécifique du modèle soviétique ; elle est néanmoins susceptible de deux interprétations. Elle peut être un ensemble de

normes aboutissant au résultat de l'impossibilité de faillite d'une entreprise de type soviétique ; on peut alors raisonnablement parler d'institution. En même temps, Kornai présente aussi cette contrainte lâche comme une connaissance partagée par tous permettant d'accorder les comportements des agents, à la fois dans des relations horizontales et verticales. Il serait alors tout aussi justifié de considérer que le relâchement de la contrainte fait ici convention (Kornai, 1984, p. 30).

Soit il s'agit de dire que les responsables d'une entreprise de type soviétique sont dégagés de tout risque de sanction, ce qui était notoirement faux. Des mauvais résultats pouvaient donner lieu à des suspensions de salaires et de primes, et il y avait bien un système de sanctions, parfois très brutales. Soit on considère que pour tout responsable engagé dans des opérations de production, il y a une assurance de recevoir en temps utile les liquidités nécessaires aux opérations. Mais, si tel était le cas, alors on ne comprend plus pourquoi les entreprises ont à augmenter illégalement leurs prix<sup>9</sup>, à retarder des paiements, avec le développement récurrent des pratiques illégales de crédit interentreprises (Hutchings, 1984 ; Sapir, 1989), à négocier des crédits supplémentaires avec la GOSBANK.

L'obtention des liquidités nécessaires impliquait la mise en œuvre de stratégies tant dans la gestion de l'organisation que dans ses relations avec les organisations voisines (dans le cas du crédit interentreprises) ou avec des organisations hiérarchiquement supérieures (ministères, Banque centrale). Ces stratégies donnaient naissance à des compétences particulières, soit en matière de négociation<sup>10</sup>, soit en matière d'organisation de la production vers des produits sur lesquels le contrôle central était plus souple. *À considérer la contrainte de budget lâche comme une convention ex-ante, c'est l'ensemble du phénomène de différenciation des compétences entre les entreprises soviétiques que l'on fait disparaître. On perd de vue un ensemble d'institutions déterminant à la fois des comportements et des modes de représentation de la réalité.*

---

9. Pour une discussion de ce problème et de son ampleur, voir Sapir, 1989.

10. Un exemple classique est ainsi présenté par Berliner : « For example, a textile firm will ordinarily favour an order placed by a military customer over one by another customer. But if the other customer happens to produce ball bearings which the textile firm desperately needs, an informal transaction may be arranged in which the ball bearings producer's order for textiles is quietly placed ahead of that of the military customer. The ball bearing producer, of course, then accepts an unplanned order by a textile firm for delivery of ball bearings » (Berliner, 1952, p. 360).

La formule russe est « nado est' ZIS » qui se traduit littéralement « il faut une ZIS » (une voiture de luxe de l'époque soviétique), mais où ZIS signifie en fait *znakomstvo i svjazy*, soit des contacts et des relations.

*Les institutions financières du modèle soviétique*

Cet ensemble est caractérisé simultanément par le mode d'organisation administratif de l'industrie, la séparation entre les fonctions de production et de commercialisation, et la mise en place des structures financières accompagnant ces changements, le tout survenant à la fin des années vingt. Les trusts de la NEP furent supprimés, et les fonctions d'approvisionnement transférées à des agences séparées, les *gubtorgi* (Baykov, 1947). Les contrats étatiques devinrent alors le mode d'application du plan, exigeant la constitution d'une administration des approvisionnements, sur le modèle des économies de guerre allemande ou russe quinze ans auparavant. La centralisation des approvisionnements était nécessaire à la mise en place des balances matières mais les indicateurs monétaires continuèrent d'être largement employés, y compris en concurrence avec la planification sur la bases de données quantitatives (Lokchin, 1952 ; Arakeljan, 1952).

Le crédit fournisseur, interdit à partir de 1931, fut remplacé par un système d'avances de la GOSBANK, et des crédits à court terme (Katsenelenbaum, 1945, p. 83). Les diverses banques spécialisées furent amalgamées à la GOSBANK, un système connu sous le nom de monobanque. Le budget fut une autre source pour le financement de l'investissement net et le fonctionnement des entreprises qui, en raison de la structure des prix imposés, devaient opérer à perte. Ces transformations avaient pour but d'assurer un meilleur contrôle centralisé sur les flux financiers. De fait le contrôle monétaire et discipline financière des entreprises restèrent faibles. Le crédit interentreprises, illégal, atteignait près de 20% du capital circulant total en 1939, et devait connaître des pics importants à la fin des années quarante (Sapir, 1989). Un autre symptôme fut l'utilisation des avances et prêts à court terme de la GOSBANK pour financer des investissements et non simplement les opérations au jour le jour<sup>11</sup>. La persistance des désordres financiers, et l'incapacité des autorités centrales à y mettre fin, indiquent la valeur intrinsèque de la monnaie dans l'économie soviétique. Ceci témoigne de la persistance de l'autonomie des agents, et en particuliers des entreprises (Granick, 1954 ; Andrle, 1976).

*Le directeur soviétique face à ses institutions de tutelle*

L'autonomie d'action du directeur indiquait la présence du problème de la coordination dans une économie rétive à la centralisation *ex-ante*.

Une première solution fut la déconcentration de la décision, se traduisant par une délégation accrue du pouvoir central à des administrations spécialisées. Un exemple type en est la prolifération des ministères, de trois ministères pour

---

11. Il existe une littérature soviétique importante et précoce sur cette question. En particulier, Turetskiy, 1940 ; Bachurin (ed), 1953 ; Fedoseyev, 1951 ; Rovinskiy, 1951.

l'industrie en 1931 à 32 nouveaux ministères (ou commissariats) en 1941. Ces ministères auront, de plus, tendance à impulser un phénomène de désécialisation au sein même de la branche (Duchène, 1975 ; Cooper, 1975). Cette tendance trahit les limites de la coordination administrative par le système ministériel. Il en va de même pour le rôle croissant des autorités locales, de la République fédérée ou de l'Oblast', ou de la ville, dans la décision économique (Hough, 1969 ; Dunmore, 1980). Une autre solution a été l'émergence de listes de priorités ciblées sur des produits et des entreprises particulières et gérées à partir de comités spéciaux, comme la Commission militaro-industrielle (Sapir, 1988) dite VPK, ou de comités ad-hoc près des sections économiques du Comité Central du PCUS. Cette pratique a assuré le bon fonctionnement de certains projets, mais elle a aussi contribué à la désarticulation progressive de la planification en imposant d'importantes modifications en cours d'exercice. Une troisième solution résida dans la reconnaissance de relations économiques non planifiées. Le recrutement de la main-d'œuvre fut largement laissé à l'initiative des entreprises (Sonin, 1959 ; Sapir, 1984), impliquant par ailleurs une liberté relative dans la détermination des rémunérations directes et indirectes (Kirsch, 1972 ; Oxenstierna, 1990 ; Schwarz, 1956). La consommation individuelle fut aussi largement laissée en dehors des relations de commandement (Offer et Vinokur, 1980, 1987), et, dans l'agriculture, la tolérance du marché kolkhozien, tout comme la reconnaissance légale du droit au lopin familial, ont introduit d'indiscutables mécanismes de marché (Wädekin, 1973). Enfin, un commerce de troc, fondé sur des relations bilatérales entre les directeurs d'entreprises, se développa rapidement ; les flux annuels de ces échanges étaient égaux à près de la moitié de ceux du commerce planifié par le GOSSNAB (Wädekin, 1973).

#### *L'internalisation des règles dans les organisations*

L'impossibilité de gérer l'économie comme une entreprise unique s'est traduite par la persistance des phénomènes de *pénurie* (Kornai, 1984, 1982). Dans certains cas, elle n'était qu'une inflation réprimée (Portes, 1977 ; Nuti, 1982). Mais, la permanence du phénomène de la pénurie indiquait qu'elle ne se réduisait pas à un déséquilibre transitoire (Kempe, 1989). Dans le commerce interentreprise, elle résultait de la perturbation constante des chaînes logistiques en raison tout à la fois des défauts du commandement et des effets de certains remèdes, comme les systèmes de priorité. Cette double pénurie est similaire à ce que l'on a pu observer dans des économies de guerre. Pour les agents économiques, elle se traduit par une incertitude qui ne se situe plus en aval de la production (*Vais-je vendre ma production, et à quel prix ?*), mais en amont de cette dernière (*Vais-je obtenir dans les délais voulus les quantités de produits demandés, et dans les qualités requises ?*). C'est une forme particulière de l'incertitude économique propre à une économie décentralisée (Shackle, 1982),

car elle traduit bien l'existence de décisions indépendantes prises par des agents séparés. Elle induit une série de comportements spécifiques<sup>12</sup>. La concurrence entre agents économiques ne disparaît pas mais se transforme. La stratégie du décideur ne trouve plus son test de validation dans la capacité à écouler la production, et donc le dégagement d'un profit comptable, mais dans sa capacité à assurer la permanence de la production en dépit des aléas et sa capacité de réponse aux changements des priorités. *Le fait que la sanction ait changé de forme ne signifie donc pas qu'elle ait disparu. Elle pèse d'ailleurs tout autant sur le décideur que sur les salariés, sous la forme pour l'un d'une perte de revenu, de statut, voire de sa liberté ou de sa vie, et pour les autres de pertes de revenus monétaires et en nature.*

La pénurie induit de multiples stratégies, de la déspecialisation à l'échelle du ministère à l'internalisation au niveau de l'entreprise. Ceci est similaire à des coûts de transaction, compris moins comme coûts mesurables mais comme incertitude radicale, et dont on sait qu'ils modifient la décision de l'entreprise dans l'arbitrage entre faire et acheter (*make or buy*). Ces pratiques ont déformé la structure de la demande comme celle de l'offre. Comme le facteur travail est, par essence, plus flexible et adaptable que le capital, l'incertitude en amont pousse les entreprises à substituer du travail au capital et à s'opposer aux changements technologiques chaque fois que ces derniers risquent d'accroître la vulnérabilité à la pénurie (Pejsakovitch, 1974). La tendance au suremploi et au conservatisme technique dans l'économie soviétique s'explique ainsi sans qu'il soit besoin de mobiliser des hypothèses idéologiques lourdes (plein-emploi comme base sociale du régime ou encore incompatibilité entre la propriété d'État et l'innovation<sup>13</sup>). La pénurie incite les entreprises à s'engager dans une logique de mobilisation interne de la main d'œuvre, que ce soit pour réduire la rotation des personnels (le *tekuchest'*) ou pour pouvoir adapter le travail aux irrégularités de fonctionnement. Il est ainsi plus important pour un responsable industriel de s'assurer de la disponibilité des ouvriers quand on peut travailler que de vouloir à tout prix imposer la ponctualité (Sapir, 1984).

#### *Les institutions du marchandage*

Le marchandage (Sapir, 1990), est un autre exemple d'une stratégie issue de cette incertitude (Bauer, 1978 ; Kornai, 1984). Il n'est cependant pas spécifique à l'URSS, car on peut le retrouver dans les économies de guerre, aux États-Unis

---

12. Sur le rôle de la pénurie quant aux décisions d'investissement, voir Bauer, 1978 ; Winiacki, 1984. L'interaction entre la pénurie sur le marché des biens de consommation, l'offre de travail, et le marché des biens d'investissement est traitée dans Podkaminer, 1985. Sur ce point, voir aussi Sapir, 1989, 1987.

13. Ce qui est par exemple la thèse de Granick, 1987.

entre 1941 et 1945<sup>14</sup> et dans l'économie allemande entre 1914 et 1918 (Feldman, 1966). Barrington Moore (1954, 1956) a montré la parenté entre le personnage de l'*expediter*, ce délégué de l'entreprise qui va marchander des contrats et des approvisionnements supplémentaires, et le *tolkatch* soviétique. La parenté entre le modèle soviétique et les modèles d'économie de guerre a été relevée à de nombreuses reprises, en particulier par Lange (1970, p. 102)<sup>15</sup>.

Le marchandage rend contestable toute décision, mais il engendre les flexibilités et les solidarités nécessaires à la coordination. Il est aussi une pratique sociale qui décrit une anthropologie du pouvoir, le système clientéliste et le pouvoir patrimonial. Ces relations ont leur logique propre, à la fois dans le domaine économique où elles se traduisent par le renforcement de l'autonomie des agents et une indétermination des droits de propriété (le gérant de fait exerçant la réalité du *jus utendi et abutendi*), et dans le domaine politique à travers la constitution de modes de représentation et d'action spécifiques. La contestabilité des droits de propriété et la disputabilité de toute décision ouvrent des espaces importants à la corruption (Simis, 1982 ; Zemtsov, 1976). Il faut cependant bien distinguer la présence des mécanismes différents<sup>16</sup>. L'achat instantané d'un service ou d'un bien par un paiement en monnaie ou en nature illégal établit en fait une relation fugitive, qui meurt dans son accomplissement. Telle est la corruption. Au contraire, l'octroi à un individu d'un bien ou d'un avantage dans le but d'ouvrir un crédit symbolique pour une réciprocité future s'inscrit dans la durée ; c'est une relation structurante où se mettent en place des solidarités. Le marchandage soviétique s'apparente ainsi à une logique du don, comme substitut au contrat (explicite ou implicite), qui crée des dettes destinées à ne pas s'annuler ni s'éteindre. Le contre-don au contraire la renouvelle et lui permet de perdurer<sup>17</sup>. Alors que la corruption corrodait la société, les pratiques clientélistes en ont été un ciment<sup>18</sup>.

### *Institutions et cohérence des systèmes économiques*

Ce rapide balayage de certaines des institutions du système soviétique traditionnel met en évidence une série de questions essentielles quant à la compréhension des institutions et de leur rôle. En premier lieu, ceci fait émerger le problème de la cohérence des institutions entre elles, cohérence qui doit se

---

14. Il existe une étude documentée sur les pratiques industrielles et administratives aux États-Unis pendant la seconde guerre mondiale, qui décrit des procédures très proches à celles de l'économie soviétique (Elberton Smith, 1985).

15. Ce texte a été écrit à la fin des années cinquante.

16. Ainsi le livre de Zemtsov décrit-il avant tout des phénomènes de clientélisme et non de corruption, en dépit de son titre.

17. On se reportera à l'analyse faite par Godelier (1995) sur le don.

18. Dans sa préface « Éloge de la corruption » au livre de Zemtsov, Besançon est victime justement de cette illusion qui consistait à voir dans toute pratique illégale en URSS un élément de contestation du système.



manifester dans les effets qu'elles produisent comme dans les logiques dynamiques qu'elles engendrent. On est donc en présence d'une cohérence qui se situe alors à des niveaux multiples.

Ces différentes formes institutionnelles montrent leur capacité à engendrer des comportements relativement stabilisés à tous les niveaux. Ces formes sont aussi à même d'engendrer des représentations fortes comme la pénurie (comprise ici comme norme et non plus comme réalité), le couple indiscipliné des agents-limitation de leur autonomie, voire l'irrationalité du planificateur, dans le cadre du jeu de marchandage. Dans le même temps, les institutions qui produisent ces normes et règles, sont aussi compatibles entre elles au niveau de leurs formes de manifestation : nature et structure des organisations qu'elles déterminent, rapports de pouvoir.

### *Cohérences microéconomiques*

Cette cohérence recouvre deux dimensions : l'adéquation entre la représentation subjective d'un objectif et celle d'un résultat et l'adéquation entre le résultat et la représentation que l'individu a de lui-même par rapport au groupe de référence dans lequel son action s'est déroulée. Ce niveau d'adéquation porte sur la fin et le moyen, qui sont ici indissolublement liés. Un comportement est cohérent s'il tend vers ces deux adéquations, pour le niveau le plus faible de dissonance cognitive (Chapanis et Chapanis, 1964 ; Akerlof et Dickens, 1972). Cette définition intègre la dimension d'un holisme subjectiviste, qui soutient que des formes collectives, des plus simples aux plus complexes déterminent les comportements des individus, mais refuse l'idée que ces déterminations puissent aboutir à un déterminisme assurant une prévisibilité totale du comportement des individus. Il faut reprendre ici la triade proposée par Bentley (1949) *groupe-intérêt-activité* comme point de départ, mais lui adjoindre trois thèses essentielles :

(a) Les individus appartiennent simultanément à plusieurs groupes de référence, fonctionnant à des niveaux de généralité différents.

(b) Les conflits d'appartenance engendrent des dissonances cognitives plus ou moins fortes qui, tout autant que les surprises, remettent en cause la stabilité des anticipations et des cadres de représentations.

(c) Les conflits d'appartenance ne sont jamais tranchés définitivement tout comme ils ne peuvent pas être laissés en permanence ouverts. Les individus adoptent des solutions temporaires dans lesquelles ils tentent de rendre compatibles pour une tension minimale les normes des différents groupes auxquels ils appartiennent et l'image d'eux-mêmes qui se constitue dans ce processus.

En intégrant la notion de conflit à celle de pouvoir, on peut formuler une hypothèse sur l'origine de l'opinion commune, élément clé des cohérences

microéconomiques, et qui n'est autre que la convention (Dow, 1995), au sens donné par Keynes à ce terme.

Les rapports de pouvoir, même entérinés dans des institutions, ne suppriment ni n'éteignent les conflits. Ils ne font qu'en suspendre certaines formes, en engendrer d'autres, et en organiser les manifestations de manière stabilisatrice pour le système donné. L'opinion commune est donc un compromis laissé ouvert. Tout événement produisant une « surprise » par rapport à l'opinion commune déclenche simultanément un double mouvement (Shackle, 1949). D'une part on a une tentative de reformulation de cette opinion commune au sein des rapports de pouvoir existants en sorte que l'on puisse dire que la surprise n'en était pas vraiment une. D'autre part on a un redémarrage du conflit par affrontement entre l'opinion commune dominante et plusieurs « opinions » postulant au statut d'opinion commune. La configuration de ce conflit est nouvelle, même marginalement, dans la mesure où les opinions concurrentes doivent aussi intégrer le nouvel événement. Il y a donc une dialectique permanente entre la dynamique interne de la collectivité, ou du groupe de référence, et les événements extérieurs (Larmore, 1987). Le développement de stratégies discursives axées sur la négation de la surprise (tout se déroule comme il avait été prévu), ou la succession d'opinions communes contradictoires, présentées comme formellement additives, aux fins de justification de décisions identiques<sup>19</sup>, sont des symptômes clairs de pathologie informationnelle.

La cohérence microéconomique est par nature tendancielle ; elle est toujours imparfaite. Cette cohérence n'est pas un équilibre, mais une tension. Si la cohérence microéconomique est nécessaire pour que se manifeste la convergence des anticipations, cette convergence n'est pas nécessairement réaliste. Les situations de convergences non-réalistes couvrent les phénomènes de panique et de bulles spéculatives. La subjectivité des agents renvoie ici moins à une institution particulière qu'à un ensemble hiérarchisé d'institutions dégageant, de manière temporaire, un espace de convergence.

### *Cohérence mésoéconomique*

Toute organisation est, en un sens, un cadre institutionnel, car pour exister elle implique des institutions internes, des systèmes à pouvoir coercitif, qui engendrent des règles, des normes et des routines, pour mettre en œuvre une coopération intentionnelle en son sein (Hess, 1983). Mais, d'autres cadres institutionnels incluent de multiples organisations en leur sein qu'ils soumettent à leurs procédures. Ainsi, une entreprise est tout à la fois un mini-système d'institutions et un agent collectif soumis à des institutions. On peut cependant

---

19. Pour la politique économique française, voir Lordon, 1997.

discerner une caractéristique commune aux organisations, l'impératif de cohérence institutionnelle.

La cohérence institutionnelle signifie à la fois une cohérence des institutions internes du point de vue de la reproduction du fonctionnement de l'organisation et une cohérence dans le sens où les formes institutionnelles assurant cette reproduction sont compatibles avec les institutions externes. Les organisations doivent vérifier une double viabilité, en fonctionnement interne (elles organisent le comportement et les représentations des individus qui les composent de manière à aboutir à une certaine fin) et en fonctionnement externe (leur fonctionnement est conforme aux règles, normes et routines engendrées par les institutions externes). Une organisation comme une entreprise qui sacrifierait sa cohérence interne à sa cohérence externe risquerait la paralysie, soit sous la forme de conflits sociaux ouverts (grèves), soit sous la forme de conflits larvés (démotivation, absentéisme, turn-over, voire sabotage). Inversement, une entreprise qui sacrifierait tout à sa cohérence interne pourrait courir le risque de ne pas voir sa production validée, et de ne pas satisfaire aux critères externes de gestion.

Ces critères sont toujours arbitraires, même pour les entreprises. La distinction entre organisation économique et institution définissant la première par un résultat monétaire objectif n'est pas ici opérante (Favereau, 1989). En effet, si la nature monétaire de l'évaluation induit certaines formes de représentations, dans la mesure où l'on admet, à la suite de Hayek et Neurath que la commensurabilité totale est impossible à travers les grandeurs monétaires (tout n'est pas calculable), l'évaluation par une norme monétaire n'est rien d'autre qu'une normalisation arbitraire d'un résultat. L'évaluation issue de cette normalisation n'a de sens que dans le cadre des critères de cette norme. Elle n'est donc pas « objective ». Elle l'est d'autant moins qu'une norme d'évaluation ne sert pas qu'à l'évaluation, mais aussi à la normalisation du comportement des responsables de l'organisation considérée. Le critère d'évaluation n'est donc pas transparent par rapport à la configuration de l'organisation à évaluer. L'évaluation implique alors une hiérarchisation des critères, qui, elle, est nécessairement subjective. Ce problème est absolument identique à celui de la hiérarchisation des critères dans un modèle de planification, problème dont on sait qu'il renvoie à la dimension subjective des préférences du système de planification, et aux conflits d'intérêt en son sein.

La cohérence mésoéconomique implique donc l'existence d'une hiérarchie des institutions, qui se traduit par une hiérarchie des règles qu'elles produisent. Cette hiérarchie ne fait disparaître ni la coopération entre des institutions différentes opérant à des niveaux différents, ni la compétition. Elle organise simplement la combinaison temporaire de la coopération et de la compétition institutionnelles. Ces hiérarchies peuvent être instables. Quand l'État s'affaiblit,

certaines très grandes entreprises peuvent se substituer aux institutions publiques, ce qui revient à faire monter en niveau des règles internes.

### *La cohérence macroéconomique*

Cette cohérence équivaut à la notion de reproduction d'un système ou de mode de régulation assurant une trajectoire de croissance stabilisée. D'un point de vue strictement descriptif, il y a ici une relative identité. Néanmoins, d'un point de vue analytique, la notion de cohérence macro-économique appelle les précisions suivantes. Une trajectoire économique nationale est cohérente si elle est soutenable ; par ce terme on entend non seulement une soutenabilité dans l'ordre macro-économique, comme le maintien ou l'amélioration des conditions générales de compétitivité des productions réalisées sur un territoire donné, adéquation entre les rythmes d'accumulation et les capacités de financement, adéquation encore entre les rythmes de croissance de la production et ceux de la demande solvable (Billaudot, 1995 ; Juillard, 1995), une soutenabilité dans l'ordre environnemental (caractérisée par l'adéquation aux ressources matérielles et humaines disponibles et le degré de destruction des ressources renouvelables et non renouvelables (Lipietz, 1995 ; Commissariat Général du Plan, 1993) mais aussi une soutenabilité dans l'ordre des représentations. En effet, les formes institutionnelles qui caractérisent une trajectoire de croissance enregistrent et reproduisent des compromis et des états des conflits sociaux. La dite trajectoire n'est soutenable que si ses résultats viennent valider ou renforcer ces compromis et les modes de gestion de la conflictualité sociale, non seulement dans le domaine des stratégies d'appropriation mais surtout dans celui des représentations des acteurs. Il y a ainsi une dimension politique inhérente à toute soutenabilité de trajectoire économique. N'envisager cette dernière que sous l'angle des outils de la macroéconomie, ou bien sous ceux de l'écologie, outils par ailleurs légitimes et nécessaires, condamne à tenir un discours au mieux naïf, au pire réducteur.

Mais, la soutenabilité potentielle n'est que l'un des aspects de la cohérence macro-économique. Cette dernière signifie aussi une capacité à intégrer des dysfonctionnements temporaires ou locaux, à digérer des crises momentanées de coordination, parce que les effets de ces crises induisent un renforcement ou un développement des formes institutionnelles initiales. Il y a cohérence quand un certain type de crise s'avère pro-systémique et non anti-systémique. Ainsi, dans le mode de régulation fordiste, ou la trajectoire de croissance intensive de l'après-guerre, les conflits sociaux, même longs, même durs, aboutissaient à un renforcement de la cohérence du système. Dans le même ordre d'idées, dans la régulation mobilisée de type soviétique, les crises pénuriques ou le développement de formes parallèles de transaction (clientélisme, troc interentreprises) étaient des dysfonctionnements pro-systémiques. La notion de

cohérence macro-économique incorpore un certain niveau de crise. Elle se nourrit des tensions qui résultent de remises en cause partielles, d'échecs limités, qui finissent par produire une représentation d'un besoin d'institutionnalisation supplémentaire dans le cadre des formes institutionnelles existantes. La cohérence macro-économique n'est donc pas un équilibre, ni un optimum.

#### REMARQUES SUR UNE TYPOLOGIE DES SYSTÈMES

Si on tente maintenant de synthétiser les enseignements de l'analyse du système soviétique, et en particuliers ceux qui découlent de son approche comme une forme spécifique du capitalisme, on aboutit à plusieurs conclusions qu'il convient de prendre comme des recommandations.

En premier lieu, le problème du niveau dans l'échelle d'abstraction sur lequel on se situe est capital pour la cohérence même de l'analyse. En d'autres termes, on ne peut se permettre l'économie de la théorie. Un second point capital est ici que les caractéristiques, ou la nature, du problème à résoudre sont déterminées par des questions engendrées à un niveau supérieur sur l'échelle d'abstraction, mais en même temps produisent de nouvelles questions. On a vu que partir du salariat et de la relation marchande faisait émerger instantanément une série d'interrogations. Les réponses à ces dernières, les blocs d'institutions, suscitent à leur tour de nouveaux questionnements. Autrement dit, si les niveaux d'abstractions sont logiquement distincts, ils sont fonctionnellement liés pour qui veut mettre en œuvre une méthodologie institutionnaliste réaliste et cohérente (Sapir, 1997). Ceci fait contrepoint à la première conclusion ; si la théorie est importante, il n'est pas de théorie pure. Un troisième point fondamental doit alors être pris en compte. À chaque niveau d'abstraction, on est en présence de choix à faire entre des trajectoires ou des logiques différentes, déterminés par le niveau supérieur. Unité et diversité se combinent mais ne se chevauchent pas. Ceci a des conséquences importantes pour une démarche institutionnaliste. On peut ainsi fixer des règles à la comparaison, qu'elle soit systémique ou au cas par cas, trans-historique ou entre pays. De plus, des notions comme « régimes institutionnels » ou « mode de régulation », peuvent alors être utilement précisées en les réinsérant dans un contexte d'articulation entre des niveaux différents d'abstraction. L'analyse économique institutionnaliste peut alors recourir de manière plus efficace à l'enquête empirique, comme contrepartie de la démarche comparatiste.

Armé de ces conclusions, on peut alors reprendre, ou relire, le capitalisme dans le miroir de l'autre soviétique.

### **Le statut du capitalisme**

Le capitalisme, on l'a dit au début de ce texte, est tout à la fois un mode de développement de la division du travail et un mode de subordination. Le niveau de départ de toute taxonomie des systèmes économiques doit donc partir de la division du travail, de sa nature (séquentielle ou simultanée), des subordinations qu'elle entraîne et du degré de monopole sur les moyens de production qui l'accompagne. Ainsi peut-on dégager l'opposition entre des systèmes généraux. Le capitalisme découle alors d'une division du travail simultanée, aboutissant à une spécialisation durable des acteurs, librement organisée, avec un monopole des moyens de production.

Ces questions font émerger les deux séparations fondamentales auxquelles il a été fait référence, celle entre les producteurs et celle au sein de la production. Suivant le mode de résolution des questions engendrées par ces séparations, autrement dit comment s'organise la coordination sociale et la subordination, on aboutit à des blocs d'institutions spécifiques. Ils concernent la monnaie et le système financier, la forme prise par le salariat, la combinaison des modes de coordination, les formes de commercialisation et de validation<sup>20</sup>, et enfin la combinaison entre les domaines privés et publics de l'action sociale. Ces blocs définissent des sous-groupes, par exemple l'économie mobilisée de type soviétique au sein du système capitaliste. Bernard Chavance, dans le présent ouvrage, qualifie ces sous-systèmes de familles. Chaque sous-groupe doit néanmoins répondre à des questions précises quant à la nature et au degré de stabilité de sa cohérence micro, méso et macroéconomique.

Ces questions permettent de discerner et d'analyser un niveau particulier qui est celui des modes de hiérarchisation et d'interdépendance entre les blocs d'institutions évoqués. Ceci permet de distinguer alors le mode de régulation au sein d'un sous-système ou d'une famille. Dans le cas des économies mobilisées de type soviétique j'avais indiqué la présence d'au moins deux modes de régulation, qualifiés de Régulation volontariste et de Gestion consensuelle (Sapir, 1989). La distinction entre le sous-système et le mode de régulation n'était pas évidente a priori. Il est parfaitement possible que, pour ma part, dans des textes antérieurs à 1986, j'ai pu mélanger ces niveaux. En fait, ce qui permet de saisir la différence des niveaux ici, ce sont les questions qui découlent de la hiérarchisation et de l'interdépendance des blocs d'institutions.

Ces questions portent sur les formes historiques de développement et l'impact de la contrainte politique ainsi que les formes sous lesquelles elle s'exprime. C'est une grande naïveté, ou un grand aveuglement, que de croire que la contrainte politique (les formes de légitimation de l'autorité et la stabilité et la contestabilité de ces formes) ne caractérise que les systèmes économiques

---

20. Point sur lequel j'avais insisté dans Sapir, 1990.

de type soviétique. On voit bien que les questions ici posées sont de nature différente de celles soulevées au niveau précédent. Elles permettent d'identifier les systèmes institutionnels nationaux, au sein d'un mode de régulation donné. Ce niveau d'analyse, par définition le plus concret, est celui de l'intelligence de la diversité nationale et historique du capitalisme pays par pays.

### **Unité et diversité**

Une telle approche des niveaux d'abstraction doit être comprise comme à la fois dynamique et inachevée. La cohérence formelle du tableau présenté ci-dessous ne doit pas cacher que son application systématique devrait faire apparaître des tensions que son seul usage aux systèmes de type soviétique ne révèle pas nécessairement. Du moins fournit-il un outil heuristique intéressant non seulement pour les économistes mais aussi pour un dialogue entre économistes et chercheurs d'autres disciplines.

En faisant apparaître comment se combinent l'unité et la diversité, il nous invite aussi à une plus grande modestie quant aux jugements que l'on peut porter sur l'échec de certains systèmes. La faillite d'une trajectoire nationale située n'implique pas nécessairement celle du mode de régulation, ni celle du mode de régulation celle du sous-système. Les chaînes de causalité, quand on remonte l'échelle des niveaux d'abstraction sont nécessairement fragiles et contestables.

Une seconde cause de modestie doit découler de l'interaction entre les questions simultanément posées à chaque niveau. On aura constaté que plus on descend l'échelle présentée et plus les questions sont nombreuses. Dans la mesure où dans un univers complexe la clause « *ceteris paribus* » ne saurait être invoquée, la simple constatation d'un échec ne peut conduire déductivement au rejet des caractéristiques ou des natures qui spécifient le niveau d'analyse considéré.

Pour être précis sur ce point, les difficultés rencontrées par la régulation salariale fordiste en Europe à la fin des années soixante-dix ou par la Gestion consensuelle dans les économies mobilisées de l'Europe de l'Est ne sauraient suffire au rejet de la totalité des blocs d'institutions et de leurs modes de hiérarchisation qui ont caractérisés ces modes de régulation. La succession des modes de régulation à l'échelle historique et les inflexions particulières de chaque trajectoire nationale qui peuvent en résulter ne doit donc pas être lue comme une marche déterministe vers le progrès, refiguration moderne du scientisme du XIX<sup>e</sup> siècle, ni même obligatoirement comme l'effet de l'épuisement des formes précédentes. L'émergence au niveau 3 de la contrainte politique signifie aussi que les transformations qui se situent à la jonction des niveaux 3 et 4 peuvent fort bien traduire des rapports de force entre pays et

groupes de pays et l'usage par certains d'une position dominante dans des domaines qui n'ont rien à voir avec l'économie.

### Échelle des niveaux d'abstraction

Caractéristiques ou nature du problème	Questions à résoudre	Échelle du raisonnement
0 Division du Travail	Séquentielle ou simultanée Librement organisée ou sujétion Degré de monopole	Opposition entre systèmes généraux
1 Séparations fondamentales (1) entre producteurs (2) au sein de la production	Modes d'organisation de la coordination (marchande ou non) Mode d'organisation de la subordination (salarial ou non)	Groupe général d'un système
2 Blocs d'institutions (1) monnaie et système financier (2) salariat (3) combinaison entre marché, réseau et organisation (4) formes de commercialisation et de validation (5) combinaison entre les domaines publics et privés	Nature et degré de stabilité de la cohérence micro, méso et macro	Sous-groupes (ou familles au sens de B. Chavance)
3 Modes de hiérarchisation et d'interdépendance des institutions (finance administrée ou libéralisée, dureté de la contrainte de budget, degré d'organisation et de contractualisation du salariat, forme des entreprises, organisation du système des échanges et degré d'internalisation, poids relatif du droit privé et public)	Formes historiques de développement Impact de la contrainte politique et de son expression	Modes de régulation au sein d'un sous-groupe
4 Systèmes institutionnels nationaux	Compréhension des dynamiques économiques particulières Compréhension des trajectoires nationales	Diversité nationale et historique du capitalisme pays par pays



### Bibliographie

- AGLIETTA M. (1976), *Régulation et crise du capitalisme – L'exemple américain*, Calmann-Lévy, Paris.
- AGLIETTA M. et SAPIR J. (1995) « Inflation, pénurie et l'interprétation des déséquilibres dans l'économie de type soviétique », in V. Ivanter et J. Sapir (eds.), 1995 pp. 3-40.
- AKERLOF G. A. et DICKENS W. T. (1972), « The economic consequences of cognitive dissonance », *American Economic Review*, vol. 72, n° 1, pp. 307-319.
- ANDRLE V. (1976), *Managerial Power in the Soviet Union*, Saxon House, Londres.
- ANTOSENKOV E. G. et KUPRIANOV Z. V. (1977), *Tendencii tekushesti rabochih kadrov*, Nauka, Novosibirsk.
- ARAKELIAN A. (1952), *Planirovanie narodnogo hozjajstva SSSR*, Gosizdat, Moscou.
- ARROW K. J., COLOMBATTO E., PERLMAN M. et SCHMIDT C. (eds.) (1996), *The Rational Foundations of Economic Behaviour*, Macmillan et St. Martin's Press, Basingstoke - New York.
- BACHURIN A. V. ed. (1958), *Finansy i kredit v SSSR*, Gosfinizdat, Moscou.
- BACHURIN A. ed (1953), *Finansy i Kredit SSSR*, Gosizdat, Moscou.
- BAGNASCO A. (1977), *Tre Italie. La problematica territoriale dello sviluppo economico italiano*, Il Mulino, Bologna.
- BAUER T. (1978), « Investment cycles in planned economies », *Acta Oeconomica*, vol. 21, n°3.
- BAYKOV A. (1947), *The Development of the Soviet Economic System*, Cambridge University Press, Cambridge.
- BECATTINI G. ed (1987), *Mercato e forze locali : il disretto industriale*, Il Mulino, Bologna.
- BENKO G. et LIPIETZ A. (1992a), « Le nouveau débat régional : positions », in G. Benko et A. Lipietz, 1992b.
- BENKO G. et LIPIETZ A. eds. (1992b), *Les régions qui gagnent*, PUF, Paris.
- BENSIMON G. (1996), *Essai sur l'économie communiste*, L'Harmattan, Paris.
- BENTLEY A. (1908) *The Process of Government*, Principia Press, Evanston, Ill, 1949.
- BERLINER J. S. (1952), « The Informal organization of the soviet firm », *Quarterly Journal of Economics*, 1949, vol. LXVI, pp. 342-365.
- BETTELHEIM C. (1970), *Calcul économique et formes de propriété*, Maspero, Paris.

- BILLAUDOT B. (1995), « Dynamiques macroéconomiques à court et moyen terme », in R. Boyer et Y. Saillard (eds.), 1995, pp. 215-224
- BLIAHMAN L. (1977), *Molodoj rabochij 70h godov : social'nyj portret*, Nauka, Moscou.
- BOYER R., SAILLARD Y., eds. (1995), *Théorie de la Régulation. L'état des savoirs*, La Découverte, Paris.
- BOYER R., MISTRAL J. (1978), *Accumulation, inflation et crise*, PUF, Paris.
- CHAVANCE B. ed. (1987), *Régulation, cycles et crises dans les économies socialistes*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris.
- CHAVANCE B. (1984), « Pourquoi le capitalisme étatique ? Réponse à Marxisme en crise cherche sociétés socialistes », *Babylone*, n° 2-3.
- CHAPANIS N. P. et CHAPANIS J. A. (1964), « Cognitive dissonance : five years later », *Psychological Bulletin*, vol. 61.
- CILIGA A. (1977), *Au Pays du Mensonge déconcertant*, Champ Libre, Paris (ouvrage publié sous le titre *Au pays du grand mensonge*, en 1938).
- CLIFF T. (1974), *State Capitalism in Russia*, Pluto Press, Londres. Ce texte fut publié initialement sous le titre de *Stalinist Russia – A Marxist Analysis*, en 1948 puis à nouveau en 1955. L'édition de 1974 est conforme au texte de 1955.
- COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN (1993), *L'économie face à l'écologie*, La Découverte/La Documentation Française, Paris.
- COMMONS J. (1934), *Institutional Economics*, Macmillan, Londres.
- CONLISK J. (1996), « Why bounded rationality ? », *Journal of Economic Literature*, vol. XXXIV, n° 2, juin, pp. 669-700.
- COOPER J. M. (1975), *The Development of the Soviet Machine Tool Industry*, Ph.D., Université de Birmingham, Birmingham.
- COURLET C., JUDET P. (1986), « Nouveaux espaces de production en France et en Italie », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 29.
- CRAIPEAU Y. (1982), *Ces pays que l'on dit socialistes*, EDI, Paris.
- DALLEMAGNE J. L. (1972), « Le débat méthodologique », in J.L. Dallemagne, (ed.), *Le débat soviétique sur la loi de la valeur*, Maspero, Paris.
- DAVIS C., CHAREMZA W. eds. (1989), *Models of Disequilibrium and Shortage in Centrally Planned Economies*, Chapman & Hall, Londres.
- DIESING P. (1972) *Patterns of Discovery in Social Sciences*, Routledge and Keagan Paul, Londres.
- DOW S. C. (1995), « The appeal of neoclassical economics : some insights from Keynes's epistemology », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 19, n° 5, pp. 715-733.
- O'DRISCOLL G. P. et RIZZO M. J. (1985), *The Economics of Time and Ignorance*, Basil Blackwell, Oxford.
- DUCHENE G. (1975), *Essai sur la logique de l'économie planifiée*, Thèse es Sciences Économiques, Université de Paris-I.

- DUGGER W. M. (1993), « Transaction Cost Economics and the State », in C. Pitelis, (ed.), 1993, pp. 188-216.
- DUGGER W. M. (1992), « An evolutionary theory of the state and the market », in W. M. Dugger et W. T. Waller Jr. (eds), 1992.
- DUGGER W. M. et WALLER Jr. W. T. eds. (1992), *The Stratified State*, M.E. Sharpe, New York.
- DUNMORE T. (1980), *The Stalinist Command Economy*, Macmillan, Londres.
- ELBERTON SMITH R. (1985), *The Army and Economic Mobilization*, Center of Military History, US-Army, Washington DC.
- FABREGUES B. (1977), « Éléments sur les formes spécifiques du capitalisme en URSS », *Communisme*, n° 25-26, novembre 1976-février 1977, pp. 4-25.
- FAVEREAU O. (1993), « Théorie de la régulation et économie des conventions : canevas pour une confrontation », *La Lettre de la Régulation*, n°7, mai, pp. 1-3.
- FAVEREAU O. (1989), « Marché internes, marchés externes », *Revue Économique*, vol. 40, n° 2, pp. 273-328.
- FEARN R. M. (1965), « Controls over wage funds and inflationary pressures in USSR », *Industrial and Labor Relations Review*, vol. 18, janvier, pp. 186-195.
- FEDOSEYEV K. A. (1951), *Oborotnye sredstva sotsialistitcheskoj promychlennosti i puti uskorenija ih oborota*, Gosizdat, Moscou.
- FELDMAN G. D. (1966), *Army, Industry and Labor in Germany : 1914-1918*, Princeton University Press, Princeton, N.J.
- FREINKMAN L. (1992), « Shaping a market environment and analysis of the enterprise interaction mechanism », *Studies on Soviet Economic Development*, vol. 3, n° 2, avril pp. 101-107.
- GODELIER M. (1995), « L'énigme du don : le legs de Mauss », *Social Anthropology*, vol. 3, n° 1, pp. 15-47.
- GRANICK D. (1987), *Job Rights in the Soviet Union : Their Consequences*, Cambridge University Press, Cambridge.
- GRANICK D. (1954), *Management of the Industrial Firm in the USSR*, Columbia University Press, New York.
- GREEN J. (1977), « The non-existence of informational equilibria », *Review of Economic Studies*, vol. 44, pp. 451-463
- GROSSMAN S. et STIGLITZ J. (1976), « Information and competitive price systems », in *American Economic Review, Papers and Proceedings*, juin.
- HAYEK F. A. (1960), *The Constitution of Liberty*, Chicago University Press, Chicago.
- HESS J. (1983), *The Economics of Organization*, North Holland, Amsterdam.
- HOUGH J. F. (1969), *The Soviet Prefects : The Local Party Organs in Industrial Decisionmaking*, Harvard University Press, Cambridge, Mass.

- HUTCHINGS R. (1984), *The Structural Origins of Soviet Industrial Expansion*, Macmillan, Londres.
- IKONNIKOV U. V. (1952), *Denezhnoe obrachtchenie i kredit SSSR*, Gosfinizdat, Moscou.
- IVANTER V. et SAPIR J. eds. (1995), *Monnaie et finances dans la transition en Russie*, L'Harmattan et Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris.
- JORDAN J. S. et RADNER R. (1982), « Rational expectations in microeconomic models : an overview », *Journal of Economic Theory*, vol. 26, pp. 201-223.
- JUILLARD M. (1995), « Régimes d'accumulation », in R. Boyer et Y. Saillard (eds), 1995, pp. 225-235
- KAPLAN A. (1964), *The Conduct of Inquiry*, Chandler, San Francisco.
- KATSENELEBAUM Z. S. (1945), *Oborotnye sredstva v promychlennosti SSSR*, Gosizdat, Moscou.
- KAZANTSEV A. (1955), *Voprosy effektivnosti vzajimnyh raschotov*, Gosfinizdat, Moscou.
- KEMME D. M. (1989), « The chronic excess demand hypothesis », in C. Davis et W. Charemza, 1989.
- KEYNES J. M. (1973), *A Treatise on Probability*, in J. M. Keynes, *Collected Writings*, vol. VIII, Macmillan, Londres.
- KIRSCH L. J. (1972), *Soviet Wages : Changes in Structure and Administration since 1956*, MIT Press, Cambridge, Mass.
- KOMIN A. (1976), « Cenoobrazovanie vazhnyi uchastok hozjajstvennogo rukovodstva », *Planovoe Hozjajstvo*, n° 10.
- KONDRASOV G. (1981), « Usilenie vozdeystvija optovyh cen na povichenie effektivnosti proizvodstva », *Planovoe Hozjajstvo*, n° 4.
- KORNAI J. (1984), *Socialisme et économie de la pénurie*, Economica, Paris.
- KORNAI J. (1982), *Growth, Shortage and Efficiency. A Macrodynamical Model of the Socialist Economy*, Basil Blackwell, Oxford.
- KRASOVSKIY V. (1967), *Problemy Ekonomiki Kapital'nyh Vlozheni*, Nauka, Moscow.
- KRASOVSKIY V. et KVASHA Ya. (1964), « Kapital'noe stroitel'stvo i problema vosmeschenija », *Voprosy Ekonomiki*, n° 11.
- LACHMAN L. M. (1986), *Market as an Economic Process*, Basil Blackwell, Oxford.
- LACHMAN L. M. (1976), « From Mises to Shackle : an essay on austrian economics and the kaleideic society », *Journal of Economic Literature*, vol. 14, n° 1, pp. 54-62.
- LANGE O. (1970) « Political economy and socialism », in O. Lange, 1970, *Papers in Economics and Sociology*, Pergamon Press et PWN, Londres Varsovie.

- LARMORE C. (1987), *Patterns of Moral Complexity*, Cambridge University Press, Cambridge.
- LAWSON T. (1989), « Realism and instrumentalism in the development of econometrics », *Oxford Economic Papers*, vol. 41, janvier, pp. 236-258.
- LICHTENSTEIN S. et SLOVIC P. (1973), « Reponse-induced reversals of preference in gambling and extended replication in Las Vegas », *Journal of Experimental Psychology*, vol. 101, pp. 16-20.
- LICHTENSTEIN S. et SLOVIC P. (1971), « Reversals of preference between bids and choices in gambling decisions », *Journal of Experimental Psychology*, vol. 89, pp. 46-55.
- LIPIETZ A. (1995), « Écologie politique régulationniste ou économie de l'environnement », in R. Boyer et Y. Saillard, (eds), 1995, pp. 350-356.
- LIPIETZ A. (1979), *Crise et inflation, pourquoi ?*, Maspero, Paris.
- LIVET P. et THEVENOT L. (1994), « Les catégories de l'action collective », in A. Orléan, 1994, pp. 139-167
- LLOYD C. (1986), *Explanations in Social History*, Basil Blackwell, Oxford.
- LORDON F. (1997), *Les quadratures de la politique économique*, Albin Michel, Paris.
- LOKCHIN E. Ju. (1952), *Organizatsija material'no-tehnitcheskogo snabzhenija v promyhlennosti SSSR*, Gosizdat, Moscou.
- MCNEIL B. J., PAUKER, A. S. SOX H. et TVERSKY A., (1982), « On the elicitation of preferences for alternative therapies », *New England Journal of Medicine*, vol. 306, pp. 1259-1262.
- MÄKI U. (1993), « Social theories of science and the fate of institutionalism in economics », in U. Mäki, B. Gustafsson et C. Knudsen (eds), 1993, pp. 76-109.
- MÄKI U. (1988a), « How to combine rhetoric and realism in the methodology of economics », *Economics and Philosophy*, vol. 4, n° 1, pp. 89-109.
- MÄKI U. (1988b), « Realism, economics and rhetoric : a rejoinder to McCloskey », *Economics and Philosophy*, vol. 4, n° 1, pp. 167-169.
- MÄKI U. (1989), « On the Problem of realism in economics », *Ricerche Economiche*, vol. 43, n° 1-2, pp. 176-198.
- MÄKI U., GUSTAFSSON B. et KNUDSEN C. eds. (1993), *Rationality, Institutions & Economic Methodology*, Routledge, Londres-New York.
- MARKOV V. I. (1979), *Differenciacija zarabotnoj platy v promyhlennosti SSSR*, Ekonomika, Moscou.
- MYRDAL G. (1939), *Monetary Equilibrium*, publié en 1931 et traduit en allemand en 1933, et en anglais en 1939.
- MILLAR J. R. ed. (1987), *Politics, Work and Daily Life in the USSR*, Cambridge University Press, Cambridge.
- MOORE B. (1956), *Soviet Politics : The Dilemma of Power*, Harvard University Press, Cambridge, Mass.

- MOORE B. (1954), *Terror and Progress*, Harvard University Press, Cambridge, Mass.
- MOTAMED-NEJAD R. ed. (1997), *URSS et Russie. Rupture historique et continuité économique*, PUF, Paris.
- NORTH D. C. (1993), « Institutions and economic performance », in U. Mäki, B. Gustafsson and C. Knudsen, 1993, pp. 242-263.
- NUTI D. M. (1982), « Open and repressed inflation in Poland 1975-1981 », *NASEES Annual Conference Proceedings*, Cambridge, pp. 27-29, mars.
- OFFER G. et VINOKUR A. (1987), « Inequality of earnings, household income and wealth in the Soviet Union in the 1970's », in J. R. Millar (ed.), 1987.
- OFFER G. et VINOKUR A. (1980), *Private Sources of Income of the Soviet Urban Household*, Rand Corporation, R-2359-NA, Sta Monica, août.
- O'NEILL J. (1996), « Who won the socialist calculation debate ? », *History of Political Thought*, vol. XVII, n° 3, pp. 431-442.
- ORLEAN A. (ed.) (1994), *Analyse économique des conventions*, PUF, Paris.
- OXENSTIERNA S. (1990), *From Labour Shortage to Unemployment ? The Soviet Labour Market in the 1980's*, Almqvist & Wiksell, Stockholm.
- PAL'TEROVICH D. M. (1971), *Park Proizvodstvennogo Oborudovanija*, Nauka, Moscou.
- PARFIT D. (1984), *Reasons and Persons*, Oxford University Press, Oxford.
- PEJSAKOVITCH V. (1974), *Ekonomitcheskie Problemy Avtomatizacii Proizvodstva*, Izdatel'stvo Belaruskogo Universiteta, Minsk.
- PITELIS C. ed. (1993), *Transaction Costs, Markets and Hierarchies*, Basil Blackwell, Oxford.
- PODKAMINER L. (1985), « Investment cycles in centrally planned economies : an explanation invoking consumer market disequilibrium and labour shortage », *Acta Oeconomica*, vol. 35, n° 12.
- PODOLSKY T. M. (1970), *The Role of Bank Credit in Financing State Enterprises in a Socialisy Economy*, Ph. D., Université de Birmingham, Birmingham.
- PORTES R. (1977), « The control of inflation : lesson from east european experience », *Economica*, vol. 44.
- RAMSTAD Y. (1986), « A pragmatist's quest for holistic knowledge : the scientific methodology of John R. Commons », *Journal of Economic Issues*, Vol. 20, n° 4, décembre, pp. 1067-1105.
- ROLAND G. (1992), *Économie politique du système soviétique*, L'Harmattan, Paris.
- ROVINSKIY N. N. ed. (1951), *Organizatsija finansirovanija i kreditovanija kapital'nyh vlozheniy*, Gosizdat, Moscou.
- SALAIS R. et STORPER M. (1993), *Les mondes de la production : enquête sur l'identité économique de la France*, Éditions de l'EHESS, Paris.

- SALAI R. et THEVENOT L. eds (1986), *Le Travail. Marché, règles, conventions*, Economica/INSEE, Paris.
- SALOP S. (1976), *On the Non-Existence of Competitive Equilibrium*, St Louis Federal Reserve Board, St.Louis.
- SAPIR J. (1998), « Calculer, comparer, discuter : apologie pour une méthodologie ouverte en économie », *Économies et Sociétés*, série F, n° 36, 1/1998, numéro spécial, « Pour aborder le XXI<sup>e</sup> siècle avec le développement durable », édité par S. Passaris et K. Vinaver en l'honneur du professeur Ignacy Sachs, pp. 77-89.
- SAPIR J. (1997a), « Le débat sur la nature de l'URSS : lecture rétrospective d'un débat qui ne fut pas sans conséquences », in R. Motamed-Nejad (ed.), pp. 81-115.
- SAPIR J. (1997b) « L'économie soviétique : origine, développement, fonctionnement », in J. Sapir, (ed.), *Retour sur l'URSS*, L'Harmattan, Paris, pp. 99-144.
- SAPIR J. (1990a), « Entre crise et réforme : le contexte macroéconomique au tournant des années quatre-vingt-dix », in J. Sapir (ed.), *L'URSS au tournant*, L'Harmattan, Paris.
- SAPIR J. (1990b) *L'économie mobilisée. Essai sur les économies de type soviétique*, La Découverte, Paris.
- SAPIR J. (1989), *Les fluctuations économiques en URSS – 1941-1985*, Éditions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.
- SAPIR J. (1988), *Le système militaire soviétique*, La Découverte, Paris.
- SAPIR J. (1987), « Cycles économiques et relation entre l'investissement, l'emploi et la productivité dans le cas de l'URSS : un modèle », in B. Chavance (ed.), 1987.
- SAPIR J. (1984), *Travail et travailleurs en URSS*, La Découverte, Paris.
- SCHWARZ S. (1956), *Les ouvriers en Union soviétique*, Marcel Rivière, Paris.
- SCOTT A. J. (1988), *Metropolis, From the Division of Labor to Urban Form*, University of California Press, Los Angeles, Ca.
- SHACKLE G. L. S. (1983) « The romantic mountain and the classic lake : Alan Coddington's Keynesian Economics », *Journal of Post-Keynesian Economics*, vol. 6, n° 2, pp. 241-251.
- SHACKLE G. L. S. (1982), « Means and meaning in economic theory », *Scottish Journal of Political Economy*, vol. 29, n° 3, mars, pp. 223-234.
- SHACKLE G. L. S. (1972), *Epistemics and Economics*, Cambridge University Press, Cambridge.
- SHACKLE G. L. S. (1969), *Decision, Order and Time*, Cambridge University Press, Cambridge.
- SHACKLE G. L. S. (1967), *The Years of High Theory : Invention and Tradition in Economic Thought, 1926-1939*, Cambridge University Press, Cambridge.

- SHACKLE G. L. S. (1949), *Expectations in Economics*, Cambridge University Press.
- SIMIS K. (1982), *The Corrupt Society*, Simon & Shuster, New York.
- SONIN Ja. (1959), *Vosproizvodstvo Rabochej Sily v SSSR i Balans Truda*, Gosplanizdat, Moscou.
- STIGLITZ J. (1994), *Whither Socialism ?*, MIT Press, Cambridge, Mass.
- THEVENOT L. (1986), « Économie et forme conventionnelle » in R. Salais et L. Thévenot, 1986 pp. 195-215.
- TURETSKIY Ch. Ja (1940), *Sebestojmost' i voprosy tsenoobrazovanija*, Gosizdat, Moscou.
- TVERSKY A. (1996), « Rational theory and constructive choice », in K. J. Arrow, E. Colombatto, M. Perlman et C. Schmidt (eds), 1996, pp. 185-197.
- TVERSKY A. et KAHNEMAN D. (1991), « Loss aversion in riskless choice : a reference dependant model », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 107, n° 4, pp. 1039-1061.
- TVERSKY A. et KAHNEMAN D. (1986), « Rational choice and the framing of decisions », *Journal of Business*, vol. 59, n° 4, part-2, pp. 251-278.
- VANBERG V. (1994), *Rules and Choice in Economics*, Routledge, Londres.
- VAREY C., KAHNEMAN D. (1992), « Experiences extended across time : evaluation of moments and episodes », *Journal of Behavioral Decision-Making*, vol. 5, pp. 169-196.
- VEBLEN T. (1924), *Absentee Ownership and Business Enterprise in Recent Times : the Case of America*, Allen and Unwin, Londres.
- WÄDEKIN K. E. (1973), *The Private Sector in Soviet Agriculture*, University of California Press, Berkeley, Ca..
- WEBER M. (1948) *Economy and Society : an Outline of Interpretative Sociology*, University of California Press, Berkeley.
- WINIECKI J. (1984), « Investment cycles and an excess demand inflation in planned economies : sources and processes », *Acta Oeconomica*, vol. 28, n° 1.
- ZEMTSOV I. (1976), *La corruption en Union soviétique*, Hachette, Paris.